



DECLARATION A L'OCCASION DE LA JOURNEE DE L'EUROPE 2026 IDENTITE, DEMOCRATIE ET VOCATION EUROPEENNE

Aujourd'hui, 9 mai 2026, l'Euzkadi Buru Batzar (direction nationale d'EAJ-PNB) se joint à la célébration de la Journée de l'Europe. Nous sommes doublement émus. Nous commémorons la naissance du rêve de Schuman, à la lumière de notre propre mémoire : voilà 90 ans était constitué le premier gouvernement basque. En ce mois d'octobre 1936, sous le chêne de Gernika, le Lehendakari José Antonio Agirre a non seulement assumé la direction d'une nation en guerre ; il a également pris un engagement : le Pays basque serait, pour toujours, un rempart des valeurs démocratiques qui définissent aujourd'hui l'Union européenne.

Ce gouvernement de concentration fut pionnier. Alors que le totalitarisme avançait sur le continent, le nationalisme basque faisait entendre une voix d'humanisme et de justice sociale. Même durant les heures amères de l'exil, nos hommes et femmes ne se sont pas réfugiés dans la nostalgie. Ils ont travaillé aux fondations d'une Europe unie à venir. Depuis Paris, Londres et New York, le gouvernement basque a soutenu que la liberté du Pays basque était inséparable de celle de l'Europe. Aujourd'hui, nous sommes les héritiers de cette vision : une trajectoire ininterrompue d'europanisme actif qui nous situe pleinement, à l'avant-garde du projet commun.

Cette vision n'était pas un hasard. Elle était le fruit de la culture politique du Parti nationaliste basque. Une histoire qui nous a permis, voilà maintenant 80 ans, d'être les initiateurs des *Nouvelles Équipes Internationales*. L'édifice de l'avenue Marceau à Paris, propriété du PNB était le centre névralgique de cette activité. Nous l'avons mis au service de la cause démocratique, en devenant un phare de la construction européenne. Là, en

exil, depuis notre propre édifice, nous avons contribué à la conception d'une Europe des peuples aux côtés des pères fondateurs. Nous ne sommes pas des nouveaux venus, mais des architectes du projet commun.

90 ans plus tard, le monde est à une croisée des chemins similaire. Nous sommes confrontés à une fragmentation mondiale. Face à la montée du populisme et des structures rigides du XIXe siècle, Euskadi propose une innovation politique qui réponde aux défis de l'ère globale.

L'Union européenne de 2026 doit être l'« Europe des peuples ». Nous réclamons la reconnaissance de la souveraineté du peuple basque dans le cadre d'une souveraineté partagée au sein d'une architecture fédérale européenne, dans un contexte d'élargissement de l'Union européenne et de la réforme des traités. Nous proposons d'intégrer dans la réglementation de l'Union, une directive européenne sur la Clarté, équivalente à celle du Canada et du Québec. Elle permettrait aux nations européennes sans État, au-delà de leur volonté politique, d'ouvrir la voie à un élargissement interne, dans la mesure où elles rempliraient toutes les conditions d'adhésion énoncées dans les critères de Copenhague.

En cette Journée de l'Europe, nous regardons aussi les défis de demain. L'UE est engagée dans une bataille pour son autonomie stratégique et sa compétitivité mondiale. Euskadi, avec son solide tissu industriel et son engagement pour l'innovation, veut être un acteur clé de cette nouvelle étape. Mais nous lançons un avertissement : la transformation technologique et la transition verte ne réussiront que si elles sont justes.

Notre modèle, le modèle basque qui plonge ses racines dans la justice sociale du gouvernement de 1936, défend une compétitivité liée à la cohésion sociale.

Nous voulons une Europe qui protège son industrie, garantisse son énergie et dirige l'intelligence artificielle, tout en protégeant les personnes. Nous avons besoin des outils d'un État européen. Notre voix doit être entendue au sein du Conseil. Notre réalité économique et sociale doit être prise en compte, sans des filtres qui fausseraient notre capacité d'action.

L'Europe du futur doit être courageuse. Si l'Union veut devenir une référence mondiale en matière de droits humains, elle doit commencer par démocratiser ses propres frontières intérieures. En ce 90e anniversaire de notre gouvernement, nous remettons sur la table la nécessité d'un cadre européen de sécurité juridique et démocratique. Un instrument institutionnel qui canalise de manière pacifique et légale les aspirations de réalités nationales souhaitant décider de leur avenir par l'exercice du vote. La démocratie ne peut être un obstacle à l'unité. Elle doit en être le fondement.

En nous souvenant du Lehendakari Agirre et de ce premier cabinet de 1936, nous ne faisons pas seulement honneur au passé, nous éclairons l'avenir. Euskadi n'est pas un spectateur de la construction européenne, elle en est une des architectes morales. Le

9 mai 2026, nous renouvelons notre contrat avec l'Union. Nous le faisons avec la confiance de celles et de ceux qui savent que leur langue, l'euskara et leur culture ont une place dans le monde.

Euzkadi, nation en Europe. Hier, aujourd'hui et demain.